

Commission : Sommet UE- puissances spatiales

Problématique : Quel consensus international sur l'activité spatiale en vue d'une potentielle arrivée sur Mars ?

Auteur : Allemagne

La République fédérale d'Allemagne est aujourd'hui une fédération dirigée par le chancelier et chef du gouvernement Olaf Scholz. Il fait partie d'une coalition de partis de gauche. En tant que première puissance économique européenne, elle s'intéresse fortement au développement dans tous les domaines de l'UE, dans laquelle elle a une grande influence. Notre pays est également fort intéressé par l'exploration spatiale, à laquelle il participe par le biais de l'ESA (European Space Agency).

Le sujet qui nous est proposé ouvre un débat sur l'accord international nécessaire en vue d'une future arrivée sur Mars. En tant que puissance économique et technologique, l'Allemagne est susceptible de jouer un rôle important dans l'exploration de Mars. Alors que la NASA et d'autres agences spatiales travaillent activement à envoyer des missions sur la planète rouge, l'Allemagne pourrait apporter une contribution significative à ces efforts. Nous sommes l'un des pays européens les plus avancés dans le domaine de la technologie spatiale et de l'exploration de l'espace, et nous jouons un rôle important dans les programmes spatiaux européens, tels que l'ESA et le projet de la Station Spatiale Internationale (ISS). Ainsi, une potentielle arrivée sur Mars soulèverait plusieurs enjeux et problèmes pour l'Allemagne. D'un côté, l'exploration spatiale est une entreprise coûteuse et une mission sur Mars impliquerait des coûts énormes. L'Allemagne devrait donc investir des sommes considérables pour financer une telle mission. Ainsi, elle devrait continuer de développer sa technologie spatiale pour répondre aux exigences spécifiques de l'exploration de la planète rouge. Cela nécessiterait des investissements en recherche et développement. Il est aussi important de tenir en compte que l'exploration de Mars pourrait avoir des impacts environnementaux sur la planète, tels que la contamination biologique ou la destruction de sites importants pour la recherche scientifique. De plus, l'exploration de Mars est un effort international, impliquant la coopération de plusieurs pays. L'Allemagne devrait donc travailler en étroite collaboration avec d'autres pays pour assurer la réussite d'une mission sur Mars, donc une telle mission devrait avoir des objectifs clairs et bien définis. Travailler avec les autres pays impliqués pour élaborer une mission cohérente et efficace, qui répond aux objectifs scientifiques et technologiques est donc impératif pour bien réussir.

Nous désirons mettre en place une politique spatiale ambitieuse, capable de rivaliser avec les grandes puissances spatiales mondiales. L'Allemagne seule n'a cependant pas beaucoup de poids au niveau mondial dans ce domaine, mais elle a un indéniable rôle à jouer au sein de l'Union Européenne. Notre principal objectif est de placer l'ESA au niveau des autres agences spatiales appartenant aux grandes puissances, notamment après les récentes annonces du nouveau patron de l'agence spatiale russe Roscosmos, Iouri Borissov, où il est précisé que la Russie se retirera de la Station spatiale internationale après 2024, et aussi avec la station spatiale Tiangong que prévoit de construire la Chine. L'Allemagne se centrera surtout sur les intérêts communs aux États membres de l'Union européenne, de laquelle elle attend un investissement proportionnel à celui qu'elle apporte elle-même. De même, elle cherchera surtout des accords avec les États-Unis, pays avec lesquels elle est déjà alliée au sein de l'OTAN. L'UE a toujours maintenu une bonne relation avec les EUA, et l'Allemagne en particulier, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous envisagerons un potentiel accord bilatéral entre la NASA et l'ESA, assurant le respect des droits spatiaux des autres pays et en nous focalisant sur l'exploration de la planète Mars en vue d'avancées technologiques et de découvertes scientifiques. Le Japon pourrait aussi être un pays privilégié et intégré dans cette coopération entre alliés. Enfin, nous n'oublions pas que la coopération spatiale franco-allemande a toujours joué un rôle moteur dans la construction d'une "Europe spatiale".

L'Allemagne pousse déjà les autres pays d'Europe à augmenter leurs investissements destinés à l'ESA : elle demande de monter le budget de 25% entre 2023 et 2025, ce qui le porterait à 18,7 milliards d'euros. En 2016, l'ESA a lancé une mission robotisée d'exploration sur Mars appelée ExoMars, à laquelle nous avons contribué notamment en fournissant des instruments scientifiques tels que le Spectromètre de Neutron pour la recherche d'eau et l'Analyseur de gaz. Nous envisageons de participer aussi à la future mission spatiale lancée par la NASA au cours de laquelle elle prévoit de ramener des échantillons de sol et de roches de Mars sur Terre. Notre pays contribuera avec des instruments pour l'analyse de ces échantillons. Enfin, le développement de la technologie de propulsion est déjà mis en place : par exemple, l'Institut allemand de recherche sur les systèmes de propulsion (DLR) développe actuellement une technologie de propulsion électrique à haute puissance pour les missions vers Mars et d'autres destinations lointaines.

En outre, l'Allemagne est consciente de l'importance des enjeux environnementaux. Les questions de la pollution planétaire et de la préservation de l'environnement martien doivent être prises en compte lors de toute expédition d'exploration. Réduire les débris spatiaux est la première étape pour réduire la pollution de l'espace, puis le retrait de ces débris est nécessaire au nettoyage spatial. Pour cela, nous avons besoin de technologies impliquant des robots spatiaux pour capturer et désorbiter ces débris. Ensuite, l'éducation et la sensibilisation, avec le développement de programmes de sensibilisation, peuvent encourager une utilisation plus responsable de l'espace et des ressources qui finissent par devenir des déchets spatiaux. Nous visons à réussir ceci avec des accords internationaux qui pourraient mener à une réglementation commune permettant de respecter l'espace extra terrestre.

De plus, l'Allemagne doit également considérer les répercussions économiques de l'exploration de Mars. Bien que cela puisse offrir des opportunités commerciales importantes pour les entreprises allemandes, il est également important de s'assurer que les bénéfices de cette exploration soient partagés équitablement entre toutes les parties concernées (pays membres de l'UE, EUA, autres pays collaborant à la mission).

En conclusion, nous nous présentons en faveur du projet proposé, mais nous insistons sur les différentes contraintes que ce défi entraîne. L'Allemagne est un pays profondément europhile, qui profite des bénéfices que l'UE peut lui apporter et qui tente d'agir en retour en faveur des ses partenaires européens.